

Déclaration commune d'organisations membres des Collectifs « Non au SNU » et « Jeunesses Citoyenneté Émancipation »

Nous avons décidé de rendre publique notre opposition conjointe à la mise en œuvre et à la montée en charge du **Service National Universel** décidé par Emmanuel Macron et son gouvernement.

Ainsi, nous sommes unis par notre volonté :

- **De refuser la militarisation de la jeunesse**, par les levées et les saluts au drapeau, l'uniforme, les chants martiaux, les exercices physiques pour les « casser et discipliner », pour leur apprendre à obéir, ainsi que la place prise par les actuels ou anciens membres de l'armée dans l'encadrement.
- **De refuser un des buts affichés du SNU** présenté dans le rapport « Jeunesse et citoyenneté : une culture à réinventer » du Sénat : « dans une logique de contribution à l'esprit de défense, d'informer les jeunes des perspectives de carrière dans les armées et la gendarmerie, et des besoins des forces de réserves, la professionnalisation imposant un effort particulier pour susciter des vocations ». En clair, un réservoir de recrutement pour l'Armée.
- **De dénoncer les pratiques de certains encadrements** en l'absence de professionnels qui aient une vraie formation d'encadrement des jeunes. La presse s'est déjà fait l'écho à plusieurs reprises de violences et comportements inappropriés et maltraitants. Nous ne les identifions pas comme de simples dérives individuelles, et estimons que le projet et le cadre du SNU les favorisent. Ces pratiques nous alertent d'autant plus que les SDJES et les DRAJES sont chargées de l'organisation du SNU, mais aussi de son contrôle. Un mélange des genres inquiétant qui ne permet pas de traiter avec indépendance et sérieux les problèmes qui sont et qui pourraient survenir sur les séjours.
- **De mettre en lumière** un autre rapport du même Sénat relatif **au coût exorbitant du SNU** dans un contexte où l'école publique comme le secteur de l'éducation populaire manquent de moyens, et son impossibilité pratique de trouver une réalisation concrète. Nous revendiquons que les sommes importantes dévolues pour le SNU soient consacrées à l'Éducation nationale, à la Jeunesse et aux Sports et à de réelles politiques jeunesse ambitieuses, elles y seront ainsi plus utiles et mieux employées.
- **De repousser la politique argumentative du Gouvernement insinuant que la jeunesse pourrait être achetée pour participer au SNU** par des avantages matériels comme le permis de conduire, l'accès aux concours de la Fonction publique, l'obtention du BAFA, des facilités pour Parcours-Sup, etc. Ces propositions sont la marque d'un certain mépris envers la jeunesse et remettent profondément en cause le principe d'égalité des droits des jeunes.
- **De rejeter la politique d'instrumentalisation budgétaire intentée au secteur de l'animation** par Mme Sarah El Haïry afin de faire accepter le SNU. Cette tentative et la considération des organisations du secteur comme de vulgaires prestataires de service par la Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service national universel témoignent d'un double discours autour de la construction des politiques de jeunesse.
- **D'exiger la non-obligation pour les jeunes d'aller au SNU si celui-ci devait perdurer sous sa forme actuelle**, ce que nous contestons. Cette obligation entraînerait inévitablement la revendication de l'obtention d'un statut d'objection de conscience. Si les jeunes s'engagent dans une « action civique », cela ne peut leur être imposé : cela doit être uniquement sur la base du volontariat. Tout devoir imposé est une servitude et de surcroît, contre-productif. D'ailleurs, on observe déjà ce refus du SNU : chaque année depuis 2019, les objectifs gouvernementaux, pourtant « mesurés » sont très loin d'être atteints.

- **De souligner, a contrario, l'importance que nous attachons à des politiques publiques qui viennent soutenir et favoriser l'émancipation des jeunes, la lutte contre leur précarité aggravée, la construction de leur esprit critique, et leurs capacités d'engagement volontaire.**

En conséquence, les deux Collectifs « *Non au SNU* » et « *Jeunesses Citoyenneté Émancipation* » demandent l'abandon et l'abrogation du *Service National Universel*.

Paris, le 5 juin 2023

PRÉCISIONS : Le Collectif « Non au SNU » est opposé à toute forme de « service de la jeunesse, militaire ou civil, car il refuse par principe toute forme d'embrigadement de la jeunesse. Le Collectif « Jeunesses Citoyenneté Émancipation » propose une action de substitution au SNU, conforme aux intérêts et aux besoins de la jeunesse. Il s'emploie à construire une alternative au SNU et non un SNU alternatif. Les deux Collectifs sont unis par leur refus du SNU concocté par le gouvernement.

Membres du collectif « Jeunesses Citoyenneté Émancipation » : Fédération nationale de la Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme, Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, Forum français de la jeunesse, Union Nationale des Etudiants de France.

Membres du collectif « Non au SNU » : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, La Voix Lycéenne, Union Etudiante, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Étude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Unjourlapaix, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Union Communiste Libertaire, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Écologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Arc en ciel théâtre réseau coopératif, Toustes en Colo Collectifs locaux unitaires Non au SNU Nantes, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Chambéry, Hérault, Vendée, Marseille, Var, Vosges...

Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net